

SIX HEURES POUR LE VIETNAM

A l'appel de J.P. Sartre, L. Schwartz, Vidal-Naquet, Kastler, Bartoli, s'est créé récemment un Comité National Vietnam, qui s'est donné pour tâche de rassembler tous les comités de base existant et d'en créer au sein d'une même coordination. Une conférence nationale de ces comités aura lieu en février ; elle devra en particulier élire à ce moment une véritable direction représentative des comités de base. Comme première initiative de masse, ce Comité a organisé un rassemblement à Paris au Palais de la Mutualité, le 28 novembre. Des orateurs d'une quinzaine de pays, venant de tous les continents, avaient accepté de parler à ces « 6 heures du monde pour le Vietnam ». Le meeting, suivi de 5 débats contradictoires, fut un immense succès. A 18 h 30 plus de 6.000 étudiants s'entassaient dans la salle et les escaliers.

Devant un auditoire passionné, ne ménageant par ses sifflets aux orateurs, peu nombreux, qui demandaient qu'on « partage les responsabilités » au Vietnam, ou que l'on revienne à une mythique coexistence pacifique, J.P. Sartre fit une intervention remarquable. Dès le début de son discours, il expliqua à l'assistance qu'aujourd'hui la lutte pour le succès de la révolution vietnamienne passait entre autres tâches par la mobilisation de toutes les forces anti-impérialistes pour sauver Hugo Blanco. Pendant près de 10 mn., Sartre expliqua qui était ce leader révolutionnaire et le sens de son combat. Le thème de l'internationalisme prolétarien allait dominer tout le meeting, y compris lorsque le représentant du F.N.L. algérien fut accueilli par des sifflets et une grande clameur reprise par la majorité de la salle : « Libérez Ben Bella ! ».

Le P.C. avait pris la décision d'interdire à ses militants de parler au meeting, sa presse avait fait le silence complet sur cette réunion, suivie en cela par la direction de l'U.E.C. Le nombre de présents, la présence officielle des Vietnamiens, et même de Paul Verges, secrétaire général du P.C. de la Réunion, apporte un camouflet sans précédent à la politique de ce parti qui se trouve complètement débordé dans l'organisation de la lutte contre la guerre du Vietnam dans les milieux étudiants et universitaires.

On a pu, du reste, noter pendant ce meeting le rôle important joué par les jeunes de la J.C.R. A la sortie du meeting, la foule passait devant une rangée d'une trentaine de J.C.R. vendant leurs journaux. L'atmosphère du Quartier latin a vraiment changé.

Allemagne : l'inquiétude est bonne

La crise ministérielle qui se déroule en Allemagne occidentale n'a rien de superficiel. Depuis la reconnaissance de cet Etat indépendant, tandis que l'économie se développait d'une façon considérée comme miraculeuse, la politique internationale reposait sur une sorte d'axiome : l'Allemagne occidentale était le meilleur allié des Etats-Unis, et la force de l'Alliance atlantique allait permettre la réunification de toute l'Allemagne sous la houlette de la République fédérale. La République démocratique allemande n'existait pas, en vertu de la doctrine Hallstein, et qui traitait avec elle n'était plus reconnu par Bonn.

Mais les Etats-Unis ont porté leurs efforts principaux en Asie, contre la Chine en premier lieu, et ils font les yeux doux à l'Union soviétique. Vous faites erreur, l'Europe doit rester le premier de vos soucis, déclarait Adenauer ; mais Washington fait la sourde oreille, et c'est Erhard, le successeur d'Adenauer, qui paye les pots cassés.

Il est donc désormais question en Allemagne occidentale de faire un grand tournant, d'améliorer les rapports avec l'Allemagne de l'Est qui ne peut plus être considérée comme inexistante, et d'aborder un tel tournant difficile et incertain comme s'il s'agissait d'une énorme crise nationale, par une sorte d'union sacrée, c'est-à-dire par la « grande coalition » de la C.D.U. (chrétien-démocrate) et du S.P.D. (social-démocrate).

Cette crise de la politique allemande a également entraîné la manifestation d'un important potentiel néo-nazi, sous la forme de succès électoraux du N.P.D. Le virus nazi est présent. S'il n'est pas aujourd'hui virulent, c'est parce que la conjoncture économique n'agit pas dans ce sens.

Mais, plus dangereux dans l'immédiat que le N.P.D., c'est le poids de l'aile qui se rassemble autour de J. Strauss, le démocrate-chrétien de Bavière, qui a montré, dans diverses circonstances, ses tendances réactionnaires dépourvues du moindre scrupule.

La misérable social-démocratie sous la direction de Willy Brandt ne voit qu'une chose : l'espoir de décrocher enfin quelques fauteuils ministériels. Aucune leçon ne lui servira jamais dans l'histoire.

Le seul espoir tient à ce que la montée du N.P.D. et la collaboration avec le C.D.U. ont éveillé les inquiétudes, les résistances dans le mouvement ouvrier allemand, d'une certaine gauche, jusqu'alors assoupie.

En Espagne, la guerre n'est pas finie

En cette période du trentième anniversaire du déclenchement de la guerre civile, l'Espagne est encore à l'ordre du jour, car, contrairement aux confusions d'un film récent, la guerre n'est pas finie.

Chaque jour, et plus particulièrement depuis quelques mois, la presse quotidienne relate des faits qui illustrent le mécontentement de la population espagnole et la détermination du combat anti-franquiste.

Dans les cités universitaires, les manifestations estudiantines se multiplient pour exiger la démission de recteurs favorables au régime (comme à Barcelone), pour obtenir la reconnaissance du droit syndical démocratique des étudiants, ou encore (comme à Madrid) pour imposer un hommage à Picasso, avec la restitution par les U.S.A. de son célèbre tableau *Guernica*.

Dans les villes, la recrudescence des conflits du travail est également notable, tant sur le plan des salaires (le salaire minimum journalier est encore fixé à 84 pesetas, soit 6,72 francs) que sur le plan des conditions de travail (tel le fameux mouvement des chauffeurs de taxi, « la révolte des casquettes »). Il convient d'ailleurs de souligner que, dans beaucoup de cas, la combativité de la classe ouvrière (avec bataille de rues contre les forces de police) a une telle ampleur qu'elle arrache des succès spectaculaires et importants (chez Firestone à Bilbao, à la mine de Mieres, aux Construcciones aeronauticas de Madrid, etc.).

Dans les campagnes, également, l'agitation prend des formes multiples aux réso-

nances sociales très nettes : ainsi, la lutte — appelée la « guerre blanche des Asturies » — qui vient d'opposer les producteurs de lait aux intermédiaires et aux industriels ; ainsi encore, le différentiel entre le Comte de Sastago et les 600 paysans qui travaillent sur les terres ayant constitué son domaine. Ce dernier exemple, en particulier, est plus qu'un fait divers : c'est un acte politique visant les structures sociales.

Face au puissant mouvement populaire qui mine son régime, le dictateur sanglant manœuvre pour tenter de sauver son trône chancelant. Un décret publié à Madrid, dans la première quinzaine de novembre, évoque l'annulation des peines en relation avec la loi dite « des responsabilités politiques de 1939 ». Mais, le journal *Le Monde* reconnaît lui-même qu'à l'étranger on a interprété ces dispositions dans un sens trop large en parlant « d'amnistie », alors qu'il ne s'agit que d'un « indulto », c'est-à-dire d'une faible mesure de grâce très circonstanciée : « ce qui est très différent ».

De même, la « réforme des institutions » octroyée par Franco, avec la suppression de la référence à Dieu dans le préambule, est présentée comme de la « réconciliation nationale ». On est prêt à vendre une victoire que le peuple espagnol n'a pas encore remportée mais que ses présents dirigeants semblent déjà craindre.

L'Espagne indomptable saura se donner les dirigeants dont elle a besoin. Elle n'ira pas les chercher dans les poubelles de l'Histoire.

Ceux qui n'ont rien appris ! Tandis que la presse qui se veut sérieuse se montre pour le moins réservée

sur la farce que constituent les réformistes franquistes, les héritiers de Staline accumulent les bévues (c'est le moins qu'on puisse dire). Dans *L'Humanité* du 14 novembre, Fajon explique comment, à sa façon, « il faut apprécier les décisions du gouvernement », comme une victoire sur les « ultras du régime » (avec cette distinction, à quand « les bons franquistes » ?). Mais, la palme revient à la Présidente du P.C. espagnol, Dolores Ibarruri qui, de Moscou (cf. *Humanité* du 15.11.66) déclare : « Je considère cette disposition officielle du gouvernement franquiste comme un fait positif. »

Dans une analyse de la révolution espagnole, écrite en février 1939, Trotsky concluait : « Le prolétariat espagnol a donné des preuves éclatantes d'une extraordinaire capacité d'initiative et d'héorisme révolutionnaire. La révolution a été menée à la ruine par des leaders méprisables et complètement corrompus. » (cf. *Ecrits* : tome III, page 557).

Le jugement de Trotsky garde encore sa pleine valeur : après le sabotage de la révolution en 36-39, les mêmes « leaders méprisables » accrochés, maintenant au régime de la « réconciliation nationale », sont prêts à vendre une victoire que le peuple espagnol n'a pas encore remportée mais que ses présents dirigeants semblent déjà craindre.

L'Espagne indomptable saura se donner les dirigeants dont elle a besoin. Elle n'ira pas les chercher dans les poubelles de l'Histoire.

Serge NITHOU.

L'AMÉRIQUE

par Michel LEQUENNE

invraisemblable que les membres de la commission Warren ne soient que des vieillards gâteux et trop confiants ancrés dans une solution établie a priori. La thèse de l'entêtement et de l'auto-suggestion s'effondre d'ailleurs à la lecture, même superficielle, du contre-rapport Mark Lane, par la démonstration de la mauvaise foi et de la duplicité de la Commission et de ses conseillers. Faut-il donc conclure que la Commission a formé un complot ? Cette simplification tend à ridiculiser l'explication qui s'impose. La Commission a reculé devant les conséquences de la vérité. Non pas, comme certains l'ont écrit, par peur de la guerre civile immédiate — dont nous nous amusons de trouver le spectre sous la plume d'habituel contempteurs des « révolutionnaires » et de thuriféraires de la stabilité des « démocraties modernes » — mais par effroi de classe devant le discrédit et l'affaiblissement qu'entraînerait pour l'Etat bourgeois de cruelles opérations chirurgicales dans ses entrailles : appareil policier, services secrets, et au-delà.

Après la campagne de Mark Lane, deux Américains sur trois contestent les conclusions du rapport Warren. 20 % des auditeurs de Mark Lane élèvent jusqu'à Johnson le soupçon d'être l'organisateur de l'assassinat de son prédécesseur. Nous avons fait part de ces accusations — de sources américaines — dès avril 1964, et nous avons souligné depuis à quel point un tel homme prête le flanc aux soupçons qui ne met pas en œuvre les immenses moyens dont il dispose pour s'en laver.

Au contraire, c'est à un durcissement des autorités américaines que l'on assiste

en réponse aux exigences de révision et de réouverture de l'enquête.

Quand nous comparions, en avril 1964, l'affaire de Dallas à l'affaire Dreyfus, nous ne devinions pas que le parallèle se parfaîrait si largement. Comme l'affaire Dreyfus en France, l'affaire de Dallas est en train de couper l'Amérique en deux. Comme l'affaire Dreyfus, ce n'est pas le mouvement ouvrier qui lui a donné le branle, mais des intellectuels libéraux — et cela se comprend, car le politicien impérialiste Kennedy, n'a rien eu dans sa vie qui puisse en faire un martyr pour des socialistes. Pourtant, comme l'affaire Dreyfus, ce scandale politico-policier peut ouvrir des yeux et des consciences plus que les scandales sociaux trop quotidiens. L'éveil qu'il entraîne a des conséquences sur tous les autres domaines : la guerre du Vietnam (Mark Lane a accepté de siéger au procès contre les crimes de guerre américains au Vietnam, engagé à l'initiative de Bertrand Russell), question noire, problème du tiers parti ouvrier américain.

La lutte de classes aux Etats-Unis, dont le brillant passé est garant de l'avenir, est toutefois encore entravée aujourd'hui par un certain nombre de mythes démocratiques qui ne sont pas directement démarqués par la guerre étrangère (qui use du chauvinisme et de l'anticommunisme simpliste), par la question noire (qui trouve encore appui dans un certain racisme populaire) mais qui peuvent être décisivement ébranlés par une affaire comme celle de Dallas. Si ce n'est donc pas la guerre civile immédiate que le pouvoir américain a peur de déclencher en poursuivant les assassins de Kennedy, si haut qu'ils se trouvent,

c'est effectivement le spectre de la révolution qu'ils voient se dessiner comme la conséquence, indirecte et à terme, de toute révélation sur la vérité de leur être politique, qui sous le vernis de la respectabilité, est pourriture de réaction et de gangstérisme.

Toutefois, leur résistance, bien loin de les garantir, les précipite sur le danger qu'ils veulent éviter. Le Parti démocrate risque fort de faire les frais de son refus de combat avec l'extrême droite, sur ce terrain, comme il risque de faire les frais de la politique « républicaine » qu'il mène au Vietnam. Finalement, ce sont ceux qui ont applaudi à la mort de Kennedy, voire fourni les forces vives de l'attentat, qui ont des chances de profiter de la carence de son propre parti à poursuivre ses assassins (en supposant que lesdits assassins ne soient pas des « démocratess », autre hypothèse que le lourd silence de la famille Kennedy, coupé de réticentes approbations du pouvoir, tend à consolider).

La vieille question d'un parti ouvrier américain prend, dans le cadre de cette affaire, une importance immense toute nouvelle : Le Parti démocrate n'est pas la force capable de faire front à la montée de l'extrême droite fasciste aux Etats-Unis. Seul, le mouvement ouvrier, en atteignant un niveau suffisant — américain — d'organisation, peut fournir ces forces. Et celles-ci existent, et l'on n'en aura pas raison aisément. En témoigne la réplique de ce cheminot, interrogé par Mark Lane, préalablement menacé, s'il disait ce qu'il savait, de perdre son travail, voire sa vie, et qui parle tout de même, disant : « Lorsqu'un Américain ne

peut plus dire la vérité sous prétexte que son gouvernement de la dit pas, cela signifie qu'il est temps de rendre ce pays aux Indiens... s'ils en veulent ».

Ainsi, dans ce contre-rapport, où sous le scalpel d'un courageux chirurgien social, se révèlent les viscères pourris de l'Amérique du capital, de la police, des gangsters et des fascistes mêlés, apparaît aussi la chair saine de l'autre Amérique, celle du travail, qui ne se laisse pas impressionner par la puissance du pouvoir doublée de forces occultes, et qui saura nettoyer ses écuries d'Augias internes.

M. L.

(1) Sous le prétexte qu'un livre rapporte de l'argent, surtout si tout le monde veut le lire, le gouverneur Connally, blessé à Dallas, vient de traiter de « charognards » les hommes qui, comme Mark Lane, tentent de retrouver la vérité sur l'attentat dont il a été victime. Cette basse insulte nous autorise à dire qu'il y a dans l'histoire des exemples de victimes se faisant complices de leurs assassins contre ceux qui les traquent, et, par exemple, en France, naguère, le général Salan passant au service des fascistes de l'O.A.S. qui avaient peu auparavant tenté de le tuer au bazooka. Connally, en se joignant à ceux qui refusent la révision des conclusions du rapport Warren — dont, pour sa part, il doit reconnaître une erreur capitale — se range parmi les complices... de ses assassins.

(2) Aux Editions Artaud — en vente à notre service de librairie.